



## SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEN DE L'ENVIRONNEMENT

## Vingt-deuxième Conférence du PROE

Apia (Samoa)  
13 – 15 septembre 2011**Point 8.2.8 de l'ordre du jour :  
Projet de Stratégie régionale sur l'amiante****Objet**

1. Solliciter l'approbation du projet de Stratégie régionale et de plan d'action sur l'amiante 2011-2015 (*Stratégie régionale et plan d'action pour un Pacifique sans amiante, 2011*).

**Vue d'ensemble**

2. La gestion et l'élimination des matériaux contenant de l'amiante sont devenues une cause de préoccupation dans la Région du Pacifique. Bien que les matériaux contenant de l'amiante soient désormais interdits et ne soient plus produits dans de nombreux pays, on peut encore en trouver dans certains bâtiments publics et privés.
3. Dans le Pacifique, les feuilles d'amiante-ciment sont le principal produit rencontré, et elles ne présentent pas de danger pour la santé tant qu'elles ne sont pas endommagées. Toutefois, à mesure du vieillissement et de la dégradation des bâtiments, par exemple lors d'épisodes climatiques extrêmes comme les tsunamis et les cyclones, les dangereuses fibres d'amiante peuvent trouver leur chemin dans le milieu naturel. Une fois inhalées, ces fibres peuvent provoquer diverses maladies dont plusieurs peuvent être mortelles comme l'asbestose, les mésothéliomes et le cancer du poumon.
4. De même, pendant les travaux de démolition ou de rénovation des bâtiments, les bris ou déplacements de produits contenant de l'amiante risquent d'en libérer les fibres, et des procédures doivent donc être mises en place sur le lieu de travail pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs à risque d'inhaler les fibres d'amiante en suspension.
5. La protection des populations océaniques à l'exposition aux fibres d'amiante transportées dans l'air et l'action engagée pour libérer la région de ce minéral imposent de protéger tous les individus susceptibles d'être exposés à un risque éventuel, qu'il s'agisse de résidents, d'ouvriers du bâtiment et d'entreprises d'évacuation de déchets, ou du personnel d'intervention en cas de catastrophe.
6. Cette protection pourrait être assurée au mieux en associant des mesures initiales de stabilisation des matières contenant de l'amiante, afin de minimiser ou d'empêcher toute nouvelle émission de fibres, à des mesures de désamiantage et d'évacuation engagées en temps utile.

**1. Stratégie régionale sur l'amiante**

7. La Vingt et unième Conférence du PROE, réunie en 2010, a jugé prioritaire d'améliorer la gestion de l'amiante dans le Pacifique, et a donné pour instruction au Secrétariat d'élaborer une stratégie régionale visant à améliorer la gestion et l'élimination des matériaux contenant de l'amiante.

8. Cette Stratégie régionale relative à la gestion des déchets d'amiante :
- Apporte des informations de fond sur les risques sanitaires liés à l'exposition à l'amiante ;
  - Donne des indications sur les meilleures méthodes de manipulation de l'amiante et sur les solutions envisageables pour son élimination ;
  - Présente un cadre intégré permettant de procéder progressivement au recensement, à la stabilisation, à la collecte et à l'élimination des matériaux contenant de l'amiante dans le Pacifique ;
  - Propose un modèle de politique nationale de gestion de l'amiante pouvant servir de base aux discussions et aux consultations, avant toute adoption par les pays ; et,
  - Appuie la coordination des activités et le renforcement des capacités de gestion des déchets dangereux.

Le Secrétariat apportera son concours aux États insulaires en vue des activités concernant l'amiante, notamment la mobilisation de financements, l'apport d'une assistance technique et la mise en place des travaux nécessaires.

9. Le projet de Stratégie et plan d'action a été diffusé aux Membres le 16 mai 2011, pour examen et observations.
10. Aucune observation sur le projet de Stratégie n'a été reçue des États membres, à l'exception de la Nouvelle-Zélande.

## 2. Plan d'action sur l'amiante 2011-2015

11. La Stratégie est complétée d'un plan d'action (2011-2015) qui offre un cadre et un calendrier sur cinq ans en vue d'une meilleure gestion de l'amiante dans la Région.
12. Le plan d'action sur l'amiante propose un échéancier pour :
- l'achèvement des politiques nationales sur l'amiante, notamment les options envisageables pour son élimination ;
  - l'élaboration de procédures opérationnelles normalisées en vue de la manipulation et de l'enlèvement des matériaux amiantés, y compris des plans pour les interventions d'urgence à l'occasion des catastrophes naturelles futures ;
  - l'achèvement des inventaires nationaux de l'amiante ; et,
  - la détermination des opérations prioritaires de désamiantage au niveau régional/national, ainsi que l'enlèvement et l'élimination des matériaux amiantés, le cas échéant.

## Recommandations

13. La Conférence est invitée à :
- **approuver** la Stratégie régionale et plan d'action sur l'amiante (*Stratégie régionale et plan d'action pour un Pacifique sans amiante, 2011*) ;
  - **faire appel** aux organismes partenaires et bailleurs de fonds pour obtenir, dans la mesure du possible, l'assistance nécessaire à la mise en œuvre du plan d'action ;
  - **noter** la participation de l'Organisation mondiale de la Santé à l'élaboration de la Stratégie et plan d'action ; et,
  - **donner pour instruction** au Secrétariat d'apporter aux Membres toute l'assistance possible en vue de la mise en œuvre de la Stratégie et plan d'action.